

**RAPPORT N°2022/3-19  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 30 juin 2022**

**OBJET : PHARE DE BEL AIR A SAINTE-SUZANNE – APPROBATION D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL A LA VILLE DE SAINTE-SUZANNE**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 3 – MENER UNE POLITIQUE AMBITIEUSE EN FAVEUR DE L'EMPLOI / ENGAGEMENT 7 - DEVELOPPER LES PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES AUTOUR DE L'INVESTISSEMENT, DU FONCIER ET DE L'AMENAGEMENT DE ZONES ECONOMIQUES, DE L'INNOVATION, DE L'EMPLOI**

Par convention d'occupation temporaire du 20 novembre 2003, amendée par avenant du 26 novembre 2013, l'État-ministère de la Mer a autorisé la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR) à occuper le domaine public maritime (DPM) afin de mettre en valeur le phare de Bel-Air, sur la commune de Sainte Suzanne, soit les parcelles cadastrées AD 2 et AD 3.

A l'échéance de ladite convention, la rénovation de ce monument historique a été retenue dans le cadre du volet immobilier du plan de relance 2021 de l'État. L'accès au phare de BEL-AIR, l'ancien logement du gardien, ainsi que l'ensemble de la parcelle AD 2 seront donc fermés pendant la durée des travaux soit 1 an à compter du 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

En parallèle, la CINOR avait mis à disposition de la ville de Sainte- Suzanne un local de 67 m<sup>2</sup> sis sur le site du Phare de Bel Air situé sur la commune de Sainte Suzanne pour mener à bien ses missions de services publics par le biais d'une convention de mise à disposition qui est arrivée à échéance le 16 novembre 2021.

Compte tenu de la nouvelle convention de gestion conclue entre la Direction de la Mer Sud Océan Indien (D.M.S.O.I) et la CINOR prolongeant à titre gracieux l'occupation du domaine public maritime sur la seule parcelle cadastrée AD 3, il est proposé d'accorder à titre temporaire une autorisation d'occupation limitée à un local à la ville de Sainte-Suzanne afin de continuer à assurer le bon fonctionnement de ses missions pendant la durée des travaux engagés par l'Etat.

Les principales dispositions de la convention sont les suivantes :

- Occupation précaire et révocable sur le domaine public d'un local sur la parcelle AD 3 dont la gestion est confiée à la CINOR
- Durée d'occupation : à compter de la date de notification, et ce jusqu'à sa date d'expiration, de la convention de gestion à titre gracieux entre l'Etat (D.M.S.O.I) et la CINOR pour la mise à disposition de la parcelle AD 3 sur le site du phare de Sainte-Suzanne.
- Conditions financières : mise à disposition du local sans perception d'une redevance d'occupation, en contrepartie de laquelle la ville de Sainte-Suzanne se voit transférer par la CINOR, les obligations relevant habituellement du propriétaire, relatives au fonctionnement, à l'entretien et aux réparations de la propriété, à l'exception uniquement des travaux de consolidation de la construction.

Est joint en annexe de ce rapport, un projet de convention de mise à disposition temporaire du local précité.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la convention de mise à disposition temporaire d'un local sur le site du phare de Bel Air de Sainte-Suzanne situé sur la parcelle AD 3 à la ville de Sainte-Suzanne.
- Autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



\*Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-19-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**DECISION N° 2022/3-19  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET : PHARE DE BEL AIR A SAINTE-SUZANNE – APPROBATION D'UNE CONVENTION DE MISE A  
DISPOSITION D'UN LOCAL A LA VILLE DE SAINTE-SUZANNE**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 3 –  
MENER UNE POLITIQUE AMBITIEUSE EN FAVEUR DE L'EMPLOI / ENGAGEMENT 7 - DEVELOPPER LES  
PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES AUTOUR DE L'INVESTISSEMENT, DU FONCIER ET DE  
L'AMENAGEMENT DE ZONES ECONOMIQUES, DE L'INNOVATION, DE L'EMPLOI**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-19 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**ARTICLE 1**

D'approuver la convention de mise à disposition temporaire d'un local sur le site du phare de Bel Air de Sainte-Suzanne situé sur la parcelle AD 3 à la ville de Sainte-Suzanne.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2022

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**

